

Brochure n° 3101

Convention collective nationale

IDCC : 992. – **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE,
BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE,
COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS**

AVENANT N° 50 DU 7 JUILLET 2016
RELATIF AU FINANCEMENT PAR L'OPCA DES CQP

NOR : ASET1650927M
IDCC : 992

Entre :

CNTF

CFBCT

FBHF

SNVD

D'une part, et

FGTA FO

CFTC CSFV

FNAACFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les parties signataires de la présente convention réaffirment leur volonté de favoriser la qualification professionnelle des nouveaux entrants par la mise en œuvre des certificats de qualification professionnelle (CQP) créés par la CPNEFP de la branche dont l'objectif est l'insertion professionnelle dans le métier :

Le CQP « Technicien boucher » et le CQP « Vendeur, vendeuse qualifié(e) » définis à l'article 29 de la présente convention ;

Le CQP « Tripier détaillant » créé par l'avenant n° 26 à la présente convention ;

Le CQP « Boucher hippophagique détaillant » créé par l'avenant n° 48 à la présente convention.

Ils se préparent prioritairement par le contrat ou la période de professionnalisation.

Article 2

Conformément aux dispositions des articles L. 6332-14 et D. 6332-87 du code du travail lesquels prévoient que les OPCA prennent en charge sur les fonds de la professionnalisation, les actions d'évaluation, d'accompagnement et de formation sur la base de forfaits horaires fixés par accord col-

lectif de branche et que ces forfaits peuvent faire l'objet d'une modulation en fonction de la nature et du coût de la prestation, il est décidé de généraliser le montant du forfait horaire, pour le financement des quatre CQP cités à l'article 1^{er} du présent avenant dans le cadre du contrat et de la période de professionnalisation, à 13,50 euros au lieu de 9,15 euros par heure.

Article 3

Le présent avenant prendra effet dès sa signature.

Article 4

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Fait à Paris, le 7 juillet 2016.

(Suivent les signatures.)